ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre bis des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés, le 26 août 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant les modalités concernant la volonté exprimée par le donneur ou les personnes visés à l'article 10, § 2, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes", a donné le 29 août 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer bis, op 26 augustus 1986 door de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de modaliteiten aangaande de wilsuitdrukking door de donor of de personen bedoeld in artikel 10, § 2, van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen", heeft op 29 augustus 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. La loi sur le prélèvement et la transplantation d'organes a été promulguée le 13 juin 1986. Elle n'a pas encore été publiée au Moniteur belge.

Pour l'examen du présent projet, le Conseil d'Etat s'est fondé sur le texte adopté par les Chambres législatives, tel qu'il a été transmis en annexe à la demande d'avis.

2. En son article 2, alinéa 1er, l'arrêté en projet impose aux communes l'obligation de transmettre à différents services du Ministère de la Santé publique les oppositions aux prélèvements d'organes et, par la référence que fait l'article 4 à cet article 2, les consentements aux prélèvements. L'article 2, alinéa 6, impose que ces "données" soient introduites dans les registres de population.

Par ailleurs, selon les informations fournies au Conseil d'Etat, il sera fait appel au registre national pour l'application de l'arrêté en projet.

Il conviendrait donc que celui-ci soit proposé et contresigné par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, et que ce Ministre soit également chargé de son exécution pour ce qui le concerne.

+

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal organisant le mode d'expression de la volonté du donneur ou des personnes visées à l'article 10, § 2, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes".

PREAMBULE.

Le considérant serait mieux rédigé comme suit si le Gouvernement estimait nécessaire de maintenir dans le préambule une justification de son texte :

"Considérant qu'il convient d'organiser la procédure prévue par la loi, de telle manière qu'elle concilie le respect de la conviction de chacun et l'efficacité pour le prélèvement et la transplantation d'organes et de tissus après le décès;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Toute personne de nationalité belge, domiciliée en Belgique et capable de manifester sa volonté, peut s'adresser à l'administration communale de son domicile afin d'exprimer, suivant les modalités fixées à l'article 2, son opposition au prélèvement

Les personnes visées à l'article 10, § 2, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes peuvent exprimer leur opposition suivant les mêmes modalités".

Article 2.

1. Selon les informations qui ont été fournies au Conseil d'Etat, le système organisé par l'alinéa 1er consisterait en la transmission, par l'administration communale au "Centre de Traitement et de l'Information" (C.T.I.) du Ministère de la Santé publique et de la Famille, par l'intermédiaire du registre national, d'une déclaration purement verbale de la personne qui se présenterait pour faire opposition à un prélèvement soit sur elle-même, soit sur un proche.

Le souci compréhensible de ne pas imposer de tâches supplémentaires aux administrations communales ou d'en imposer le moins possible justifierait, toujours d'après le délégué du Ministre, que ces administrations ne soient pas tenues de recevoir et de conserver une déclaration écrite, mais seulement de délivrer au comparant un document attestant sa déclaration, document qu'il daterait, signerait et conserverait lui-même. Ce système n'en comporte pas moins une grave lacune quant à la preuve de la réalité de la déclaration par la personne habilitée à la faire.

Dans le texte qui sera proposé ci-après pour l'ensemble de l'article, il est suggéré de faire remplir par le comparant un formulaire que l'administration communale serait tenue de faire parvenir au C.T.I. Il appartiendra évidemment au Gouvernement d'apprécier si une autre solution ne lui paraît pas préférable.

.../...

2. Dans le texte qui sera proposé ci-après pour l'alinéa ler, devenant le paragraphe ler, il n'a pas paru nécessaire de maintenir l'obligation de transmission à l'Administration de l'hygiène publique et à l'Administration des établissements de soins du Ministère de la Santé publique et de la Famille. La manière dont les informations reçues par le C.T.I. seront diffusées parmi les services intéressés peut être déterminée par le Ministre dans une simple circulaire puisque ces mesures n'auront qu'un caractère purement interne.

3. L'obligation pour les communes de revêtir l'attestation du cachet de l'administration communale paraît également devoir relever d'une circulaire plutôt que d'un arrêté royal.

4. De l'accord du délégué du Ministre, il a paru souhaitable d'introduire une disposition habilitant le Ministre à fixer la manière de procéder dans les communes qui ne sont pas encore dotées d'un système informatique.

5. Pour le surplus, le texte proposé groupe un peu différemment les dispositions en projet et en simplifie la rédaction.

+

Il serait plus clair de diviser l'article en paragraphes et de le rédiger de la manière suivante :

"Article 2.-

§ ler. L'opposition, dûment datée et signée, est exprimée à l'aide du formulaire annexé au présent arrêté.

Les personnes visées à l'article 10, § 2, de la loi du 13 juin 1986, qui manifestent leur opposition, mentionnent outre leur nom et leur degré de parenté avec la personne au nom de laquelle elles agissent, le nom de cette dernière. La date et la signature sont précédées de la formule "Agissant au nom de ...".

§ 2. Les administrations communales ont l'obligation d'enregistrer, de manière uniformisée, dans leur système informatique, l'opposition visée à l'article ler, d'en faire mention au registre de population et de transmettre sans délai au Centre de traitement et de l'information du Ministère de la Santé publique et de la Famille, le formulaire qui a servi de base à l'enregistrement de l'opposition.

§ 3. L'administration communale délivre aux personnes visées au paragraphe ler la transcription sur papier des données enregistrées dans son système informatique.

.../...

§ 4. Le Ministre détermine les modalités d'application des paragraphes 2 et 3 dans les communes qui ne sont pas encore dotées d'un système informatique".

Article 3.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-
L'opposition peut être levée à tout moment aussi longtemps que la personne concernée est en vie".

Articles 4 et 5 (devenant l'article 4).

1. Il ne s'indique pas de faire de l'article 5 du projet un article séparé, mais plutôt un alinéa 2 de l'article 4, les idées exprimées par les articles 4 et 5 du projet étant étroitement liées.

2. Les mots "sous les conditions prévues dans la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes", qui figurent dans l'article 4, y ont été insérés, selon les explications données au Conseil d'Etat, aux seules fins de faire référence à l'article 10, § 4, 3°, de la loi et plus précisément à l'effet de la déclaration indiquée qui prévaudra sur l'opposition formulée par un proche.

Il a paru d'autant moins nécessaire de maintenir ce membre de phrase dans le texte proposé que le consentement exprès paraît être, dans l'ensemble de l'arrêté en projet, le seul moyen organisé de révoquer une opposition conformément à l'article 3.

L'article serait libellé comme suit :

"Article 4.-

Toute personne de nationalité belge, domiciliée en Belgique et capable de manifester sa volonté, peut déclarer dans un acte de volonté expresse qu'elle est candidat donneur après le décès.

L'article 2, à l'exception du paragraphe 1er, alinéa 2, est applicable à la déclaration visée à l'alinéa 1er".

+

ANNEXE.

Selon le formulaire en projet, le numéro du registre national serait en tout cas mentionné dans l'information recueillie par la commune et transmise au C.T.I. Cette conséquence de la rédaction du formulaire n'est pas compatible avec l'article 9 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. De wet betreffende het wegnemen en transplanteren van organen is afgekondigd op 13 juni 1986. Zij is nog niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Voor het onderzoek van dit ontwerp is de Raad van State uitgegaan van de door de Wetgevende Kamers aangenomen tekst, zoals hij toegezonden is als bijlage bij de adviesaanvraag.

2. Artikel 2, eerste lid, van het ontworpen besluit legt de gemeenten de verplichting op om het verzet tegen het wegnemen van de organen alsook, door de verwijzing in artikel 4 voor dat artikel 2, de toestemming tot het wegnemen, aan verscheidene diensten van het Ministerie van Volksgezondheid toe te zenden. Artikel 2, zesde lid, schrijft voor dat die "gegevens" in de bevolkingsregisters worden ingevoerd.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zou bovendien een beroep gedaan worden op het Rijksregister voor de toepassing van het ontworpen besluit.

Dit laatste zou derhalve ook voorgedragen en medeondertekend moeten worden door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, die eveneens belast zou moeten worden met de uitvoering ervan, wat hem betreft.

+

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot regeling van de wijze waarop de donor of de personen bedoeld in artikel 10, § 2, van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, hun wil te kennen geven".

AANHEF.

Als de Regering het nodig acht om in de aanhef een rechtvaardiging van haar tekst te behouden, zou het beter zijn de desbetreffende considerans als volgt te redigeren :

"Overwegende dat het passend is om de door de wet voorgeschreven procedure zodanig te regelen, dat zij eerbied voor eenieders overtuiging verenigt met efficiëntie bij het wegnemen en transplanteren van organen en weefsels na de dood;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 1.-

Elke persoon van Belgische nationaliteit die zijn woonplaats in België heeft en in staat is om zijn wil te doen kennen, kan zich tot het gemeentebestuur van zijn woonplaats wenden teneinde, op de in artikel 2 bepaalde wijze, verzet te kunnen geven tegen het wegnemen en transplanteren van organen en weefsels na zijn dood.

De personen bedoeld in artikel 10, § 2, van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, kunnen op dezelfde wijze verzet doen".

Artikel 2.

1. Volgens aan de Raad van State verschafte inlichtingen zou de door het eerste lid ingestelde regeling erin bestaan dat het gemeentebestuur, via het Rijksregister, aan het "Centrum voor Informatieverwerking" (C.I.V.) van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin een louter mondelinge verklaring doet toekomen van de persoon die zich aanbiedt om verzet te doen tegen wegneming bij hemzelf of bij een nabestaande.

Het begrijpelijke streven om geen bijkomende taken op te leggen aan de gemeentebesturen of om er zo weinig mogelijk op te leggen zou, nog steeds volgens de gemachtigde van de Minister, de reden zijn waarom die besturen niet gehouden zijn tot het opnemen en het bewaren van een schriftelijke verklaring, maar slechts tot het afgeven, aan de comparant, van een stuk waarin zijn verklaring wordt bevestigd, welk stuk hij dateert, ondertekent en zelf bewaart. Deze regeling vertoont niettemin een ernstige leemte wat betreft het bewijzen van de echtheid van de verklaring door de persoon die gemachtigd is om deze te doen.

/...

In de tekst die hierna wordt voorgesteld voor heel het artikel, wordt gesuggereerd de comparant een formulier te laten invullen dat door het gemeentebestuur aan het C.I.V. bezorgd zou moeten worden. Het is uiteraard zaak van de Regering om te oordelen of een andere oplossing haar niet verkieslijker voorkomt.

2. In de tekst die verderop voor het eerste lid, dat paragraaf 1 wordt, wordt voorgesteld, is het niet nodig gebleken om de verplichting tot het mededelen van het verzet aan de Bestuursafdeling Volksgezondheid en de Bestuursafdeling der Verplegingsinrichtingen van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, te handhaven. De wijze waarop de door het C.I.V. ontvangen informatie over de belanghebbende diensten wordt verspreid, kan door de Minister worden vastgesteld in een gewone circulaire, aangezien die maatregelen slechts van louter interne signatuur zijn.

3. De op de gemeenten rustende verplichting om het attest te voorzien van het stempel van het gemeentebestuur lijkt eveneens veeleer tot het terrein van een rondschrijven, dan tot datgene van een koninklijk besluit te moeten behoren.

4. Het is wenselijk gebleken om te voorzien in een bepaling die de Minister machtigt tot het vaststellen van de wijze waarop te werk wordt gegaan in de gemeenten die nog niet over informatieverwerking beschikken. De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

5. Overigens ordent de voorgestelde tekst de ontworpen bepaling enigszins anders en vereenvoudigt hij de redactie ervan.

+

Het artikel zou duidelijker zijn indien het in paragrafen werd ingedeeld en als volgt geredigeerd werd :

"Artikel 2.-

§ 1. Het behoorlijk gedagtekende en ondertekende verzet wordt te kennen gegeven door middel van het bij dit besluit gevoegde formulier.

De in artikel 10, § 2, van de wet van 13 juni 1986 bedoelde personen die hun verzet uiten, vermelden behalve hun naam en hun graad van verwantschap met de persoon namens wie zij handelen, de naam van die persoon. De datum en de handtekening worden voorafgegaan door de formule "Handelend uit naam van ... ".

§ 2. De gemeentebesturen zijn verplicht om het in artikel 1 bedoelde verzet op gestandaardiseerde wijze in hun informatiebestand te registreren, er melding van te maken in het bevolkingsregister en het formulier dat als basis voor de registratie van het verzet gediend heeft, onverwijld over te zenden aan het Centrum voor Informatieverwerking van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.

§ 3. Het gemeentebestuur geeft aan de in paragraaf 1 bedoelde personen op papier een transcript van de in zijn informatiebestand geregistreerde gegevens af.

§ 4. De Minister bepaalt de wijze waarop de paragrafen 2 en 3 toegepast worden in de gemeenten die nog niet over informatieverwerking beschikken".

.../...

Artikel 3.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

Zolang de betrokkene leeft, kan het verzet te allen tijde opgeheven worden".

Artikelen 4 en 5 (die artikel 4 worden).

1. Het is niet raadzaam van artikel 5 van het ontwerp een apart artikel te maken, maar eerder een tweede lid van artikel 4, aangezien de in de artikelen 4 en 5 van het ontwerp verwoorde ideeën nauw verwant zijn.

2. Naar aan de Raad van State is verklaard, zijn de woorden "onder de voorwaarden bepaald in de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen", die voorkomen in artikel 4, aldaar slechts ingevoegd om te verwijzen naar artikel 10, § 4, 3°, van de wet en bepaaldelijk naar het gevolg van de bedoelde verklaring, die zal prevaleren op het verzet vanwege een nabestaande.

Het leek des te minder noodzakelijk dat zinsdeel te behouden in de voorgestelde tekst, omdat de uitdrukkelijke toestemming, in het geheel van het ontworpen besluit, blijkbaar het enige georganiseerde middel is om een verzet te herroepen overeenkomstig artikel 3.

.../...

Het artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 4.-

Iedere persoon van Belgische nationaliteit die zijn woonplaats in België heeft en in staat is om zijn wil te doen kennen, kan in een uitdrukkelijke wilsbeschikking verklaren dat hij kandidaat-donor is na overlijden.

Artikel 2, met uitzondering van paragraaf 1, tweede lid, is van toepassing op de in het eerste lid bedoelde verklaring".

+

BIJLAGE.

Volgens het ontworpen formulier zou het nummer van het Rijksregister in elk geval vermeld worden in de informatie die de gemeente inwint en aan het C.I.V. toezendt. Dat gevolg van de redactie van het formulier is niet bestaanbaar met artikel 9 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. VAN AELST, conseillers d'Etat,
J.-J. STRYCKMANS, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER.

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van M. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER.

P. TAPIE.